

ANALYSES BIBLIOGRAPHIQUES

AGRICULTURES FAMILIALES : POUR ALLER PLUS LOIN

Bruno Losch, Sandrine Fréguin-Gresh et Éric Thomas White, *Transformations rurales et développement. Les défis du changement structurel dans un monde globalisé*, Montreuil, AFD/Banque mondiale/Pearson, 2013, 270 pages, ISBN : 978-2-326-00022-3, 33 €

Cet ouvrage est une synthèse des résultats de recherches menées sur une durée de cinq ans (2006-2010) dans le cadre d'un programme de la Banque mondiale consacré aux « dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développement rural ». Leur objectif était de « reconnecter les questions liées à la libéralisation du commerce avec la discussion plus générale de la transformation et de l'évolution des économies rurales » des « pays en développement » dans le contexte d'une « mondialisation accélérée ». Il s'agissait plus précisément d'étudier les conséquences de cette libéralisation sur les changements intervenus dans les agricultures des pays concernés et les éventuelles possibilités de développement d'activités alternatives en milieu rural. Tout en tenant compte du contexte caractérisé par les effets avérés ou prévisibles du réchauffement climatique global, par la crise des prix alimentaires sur le marché international et par les conséquences de la crise financière mondiale.

Les recherches ont porté plus particulièrement sur les processus de développement en vigueur dans sept pays différents du Sud censés représenter divers stades de transformation structurelle du monde rural, en s'inspirant de la classification mise en avant dans le rapport de la Banque mondiale sur

le développement dans le monde : « pays à base agricole », « pays en mutation » et « pays urbanisés » (rapport paru en 2008). Le Kenya, le Mali, Madagascar et le Sénégal, ont été choisis comme représentatifs des pays agricoles du premier groupe, le Maroc et le Nicaragua comme se situant dans le deuxième (pays en transition), tandis que le Mexique fut considéré comme faisant partie des pays déjà urbanisés et plus fortement intégrés aux échanges mondiaux. Une approche comparative entre ces sept pays a été adoptée pour mettre en évidence les différences dans les modalités de transformation rurale en cours et avancer éventuellement des propositions de nouvelles orientations pour les politiques publiques. Après une première phase visant à présenter l'état des connaissances sur les transformations passées actuelles dans chacun des pays, les chercheurs ont procédé à des enquêtes de terrain, avec une même méthodologie, auprès de 8 000 ménages ruraux de 26 régions rurales des pays concernés. Les travaux ont fait apparaître un ensemble très hétérogène de situations partageant néanmoins quelques caractéristiques communes dont la principale est la pauvreté quasi générale des ménages dans les campagnes, en comparaison avec le niveau des revenus obtenus en milieu urbain, et l'insécurité alimentaire qui en résulte pour les familles rurales. Ainsi en est-il aussi bien à Madagascar et dans l'Afrique subsaharienne, où prédominent encore des formes d'agricultures destinées principalement (mais jamais exclusivement) à l'autoconsommation alimentaire des ménages, qu'au Mexique ou au Nicaragua où la proportion de productions agricoles autoconsommées y est bien inférieure.

Analyses bibliographiques

Autre point commun aux diverses régions : « la domination persistante de l'agriculture dans les activités économiques et les revenus des ménages », et cela même dans les pays aux économies rurales les plus diversifiées et les plus intégrées aux échanges marchands (Mexique, Kenya, Maroc). La stricte spécialisation agricole n'apparaît que lorsque les paysans peuvent travailler dans des conditions non précaires avec des exploitations intégrées dans des filières d'approvisionnement et de commercialisation relativement robustes. Une très grande majorité des familles d'agriculteurs enquêtées (75 % en moyenne) exercent donc en fait aussi des activités non agricoles ; mais au sein de chacune des régions, les inégalités de revenus entre familles sont encore davantage corrélées avec la taille économique des exploitations agricoles (surface des terrains disponibles et effectifs des animaux d'élevage) qu'avec les opportunités de travail extérieur. Parmi les activités non agricoles, le travail salarié paraît moins rémunérateur que celui résultant d'un autoemploi, mais les activités d'autoentrepreneurs ne sont accessibles qu'aux ménages déjà les mieux lotis et les individus qui parviennent ainsi à professer toujours davantage des activités hors exploitations tendent en fait à migrer progressivement vers les zones urbaines ou même à l'étranger. Les activités rurales non agricoles apparaissent donc finalement bien éphémères et leurs auteurs très changeants. Le rapport de la Banque mondiale de 2008 sur le développement dans le monde envisageait trois voies possibles pour sortir les ménages de la pauvreté : l'accroissement des revenus au sein des exploitations agricoles, le développement d'un marché du travail dans les campagnes et l'essor d'une économie rurale non agricole plus ou moins associée à la migration vers les villes ou l'étranger. Après avoir analysé les « multiples facettes de la diversification rurale », les auteurs considèrent que, du moins dans les pays d'Afrique subsaharienne à base

agricole, les activités non agricoles en zones rurales étant « directement ou indirectement soutenues par les revenus des agriculteurs, la principale impulsion pour le changement structurel et la sortie progressive des trappes à pauvreté doit venir du secteur agricole ». Et de conclure que « l'agriculture doit demeurer une priorité », en accordant une attention particulière aux exploitations agricoles familiales, aux productions vivrières marchandes, à une fourniture adaptée de biens publics (infrastructures, éducation, etc.), à la sécurisation de l'accès au foncier et à l'introduction de mécanismes de gestion des risques.

L'intérêt de l'ouvrage ne réside pas seulement dans ces conclusions qui diffèrent très largement de ce qui était encore récemment admis dans le contexte du « Consensus de Washington ». Il résulte aussi du bien-fondé des enquêtes de terrain et de la démarche comparative mises en œuvre au cours de la recherche, au vu notamment des insuffisances notoires des statistiques économiques officielles disponibles pour appréhender correctement la pluriactivité dans les zones rurales des pays du Sud. On peut néanmoins s'interroger sur l'échantillonnage des régions qui ont été choisies pour ce faire et regretter notamment l'absence de situations asiatiques dans lesquelles l'exode rural et l'urbanisation ont été précédés par un développement rapide de productions vivrières au sein d'exploitations agricoles familiales, suite aux politiques de réformes agraires ayant favorisé leur développement.

Marc Dufumier
Agro Paris Tech Paris

ÉCONOMIE

Sylvie Ayimpam, *Économie de la débrouille à Kinshasa. Informalité, commerce et réseaux sociaux*, Paris, Éditions Karthala, 2014, 334 pages, ISBN : 978-2-8111-0950-9, 28 euros

Ce livre est une analyse approfondie et compréhensive de ce que l'on appelle encore « l'économie informelle » (alors que celle-ci est très organisée). L'auteur veut en rendre compte, sans la dénigrer ni l'idéaliser dans le contexte de Kinshasa qu'elle connaît bien, puisqu'elle en est originaire et que sa mère y était commerçante. Il en résulte une forte proximité avec son sujet de recherche, avec ses avantages et ses inconvénients, ce dont elle discute ouvertement (pp. 47-61).

Les enquêtes qu'elle a réalisées sur les circuits commerciaux en 2004-2005 ont été le fondement de sa thèse soutenue à Louvain. Mais, prévient-elle, ce livre est très différent de sa thèse, car il est aussi le fruit de recherches effectuées grâce à une participation postdoctorale à des équipes de recherche (Université de Provence et Cemaf), afin de réaliser d'autres enquêtes qui ont permis d'aboutir à une vision comparative et un approfondissement théorique. À partir d'une question simple – « comment, dans un contexte de crise économique et sociale durable, les citoyens réinventent les moyens de leur survie à Kinshasa ? » –, l'auteure mène une ethnographie sur les réseaux commerciaux dans une ville et un pays qui subissent à la fois de fortes perturbations économiques et une déliquescence de l'État post-colonial, mais en les articulant à des questions théoriques sur la définition, la place et les évolutions du secteur informel, les réseaux sociaux et les modes de régulation par le bas.

Tout au long de son ouvrage, Sylvie Ayimpam a le souci de combiner enquêtes empiriques et réflexions théoriques mais aussi de mener

une approche multidisciplinaire, historique, économique, sociale et politique.

Dès l'avant-propos, le ton est donné : on passe d'une chanson populaire : « Débrouillez-vous pour vivre », bien connue au Congo et en Afrique, à une citation de Braudel montrant que « l'existence de petites activités économiques indépendantes et précaires » n'est pas une spécificité des villes du Sud mais que ce phénomène « a accompagné depuis des siècles le processus d'urbanisation et l'essor du capitalisme, partout où il y a eu une croissance urbaine non accompagnée d'un véritable essor économique ». Après une introduction très riche (pp. 19-51), où l'auteur revient sur les définitions et concepts qui structurent son sujet (économie de la débrouille, économie informelle, régulation sociale) et les contextualise (l'État dans la mondialisation, le commerce et les réseaux sociaux à Kinshasa) tout en exposant sa méthodologie (lieux d'enquête, les commerçants et les habitants, l'implication des chercheurs), Sylvie Ayimpam remet Kinshasa dans son contexte : « l'histoire, les structures et les dynamiques urbaines » et justifie le choix de ses lieux d'enquête (le marché central et un marché relativement périphérique). La deuxième partie est consacrée à l'organisation des divers circuits de commercialisation, au clientélisme marchand, la vente à crédit et aux trajectoires des individus dans l'économie du quotidien.

La troisième partie, plus théorique, s'intéresse aux rapports entre « sociabilité et régulation », en insistant sur les tensions et les conflits, et en critiquant les visions binaires et idéalisées de l'informel.

La bibliographie est abondante (18 pages), même si on peut chicaner sur certains oublis, comme J. Charmes (sur l'informel), J.-L. Chaléard (sur les réseaux commerciaux), E. Le Roy (sur le pluralisme juridique), ou A. Touré (les petits métiers d'Abidjan).

Analyses bibliographiques

La description des réseaux commerciaux, très divers (les produits vivriers, les produits congelés, les tissus, les fripes, les articles ménagers, les bijoux, etc.) est très minutieuse et très vivante. La mondialisation est bien illustrée par le commerce des tissus (du monopole du wax hollandais à l'apparition du « super soso » venu de Thaïlande et d'Indonésie, p. 157) ainsi que la montée des commerçants libanais, ouest-africains (sénégalais et maliens), chinois, indiens et pakistanais¹. Les modalités concrètes de contrebande et de corruption, notamment entre Brazzaville et Kinshasa, prennent des formes diverses, avec l'utilisation des voitures de handicapés ou de jeunes « romains », qui se jettent à l'eau avant d'arriver au port pour éviter les contrôles et rejoignent leurs commanditaires à la sortie d'un grand collecteur d'égouts et d'eau de pluie. Ceux qui sont intéressés par les diverses modalités de crédit « informel » ou de « tontines » retrouveront (pp. 228-242) des formes déjà connues ou voisines (les tontines à carte semblent ressembler aux banquiers ambulants rencontrés en Afrique de l'Ouest), mais la description des tontines *muziki* (une tontine récréative avec musique) et des *likelemba*, montre toute l'inventivité populaire et assure un « dispositif de protection solidaire contre les risques de l'existence dans un contexte de recul généralisé des solidarités familiales ». Et plus loin : « L'ordre oblatif et l'ordre marchand forment un ensemble cohérent dont l'articulation permet aux commerçants de reproduire les conditions sociales de leur activité. » (p. 247)

Mais l'auteure n'idéalise pas la situation. Elle analyse les tensions et les conflits, la duperie, la trahison et la violence, la montée des suspicions en sorcellerie, aussi bien chez les grands commerçants que chez les petits vendeurs de tomates ou de beignets.

Elle décrit aussi les moyens de diminuer l'incertitude et l'insécurité et de régler les conflits.

Le huitième et dernier chapitre permet de mettre « l'informel en question ». L'informel n'est pas un « acte anti-institutionnel » (Jewsiewicki, 2002) mais un ensemble de pratiques pragmatiques, « de solutions informelles et originales » pour faire face aux défaillances de l'État postcolonial qui « n'a pas été en mesure de créer de véritables institutions de sécurité et de protection sociale indépendantes des structures communautaires et religieuses ou des associations privées ». À la suite des plans d'ajustement structurel et du départ des entreprises privées, la « désalarisation » de la capitale, aggravée par la Zairisation de 1973 et les pillages urbains, a créé une crise économique avec une « informalité » qui s'est installée au cœur de l'appareil administratif de l'État postcolonial qui fonctionne sur un mode néopatrimonial de redistribution clientéliste (p. 280). Cette défaillance du service public de l'État n'a fait que renforcer l'informel, le communautarisme religieux et le clientélisme, au détriment de la citoyenneté. L'informel « assure une réinvention de l'ordre social urbain » mais « cet ordre n'a rien à voir avec un ordre politique weberien, avec sa bureaucratie disciplinée, ses parlementaires élus démocratiquement, ses agents fiscaux ou encore son système judiciaire neutre » (Theodore Trefon). Ainsi, « Parmi les tentatives d'adaptation de la société civile kinois aux contraintes politiques et économiques de la crise et l'invention des formes de solidarité sociale et de sécurisation économique, il y a la généralisation du petit commerce informel ». À travers cet ouvrage, l'auteur montre les formes de régulation par le bas, à la fois horizontales (les associations) et verticales (les grands du commerce font respecter les règles). Les

¹ Le commerce des produits asiatiques, souvent de contrefaçon ou de contrebande, a tué l'essentiel des activités artisanales.

Analyses bibliographiques

agents de l'État participent d'ailleurs à cette régulation, à titre personnel. Mais cette régulation atteint aussi ses limites, avec « ses conflits, ses petites arnaques et autres tricheries ». Il reste nécessaire d'établir des normes légales éminentes et communes, respectant le pluralisme juridique. Mais ceci passe par la réhabilitation de l'État qui est à la fois incontournable, présent et absent et joue actuellement très mal son rôle de médiation entre le « haut » et le « bas » de la société (Jean-Marie Wautelet, « L'État entre économie populaire et reproduction inégalitaire », in *Monde en développement*, n° 143, pp. 11-26). Vœux pieux ou hypothèses réalistes ?

Dominique Gentil
Cemotev/Gemdev

Mariana Heredia, *À quoi sert un économiste ?*, Paris, La Découverte (coll. « Les Empêcheurs de penser en rond »), 2014, 180 pages, ISBN : 978-2-35925-043-5, 18 €

À cette question en apparence toute simple, on serait tenté de répondre : à conseiller l'épargnant, à défendre le travailleur, à guider le consommateur, à organiser l'entreprise, à permettre à l'État de faire face à ses obligations, etc., ceci en considérant les différents organismes ou institutions dans lesquels opère l'économiste. Mais on conçoit que rédiger sur ce thème tout un livre et, qui plus est, le publier à La Découverte dont on connaît les engagements éditoriaux, nécessite une tout autre réponse, se déclinant ici en cinq chapitres et deux parties transformant la question posée en deux temps : d'où venons-nous ? Où allons-nous ? La réponse étant d'emblée orientée par le constat fait dès la première page d'une « coïncidence entre la montée en puissance des économistes et la mise en place des politiques néolibérales ».

Si on s'intéresse à la formation des économistes, on peut distinguer trois strates.

La première serait la « thèse professionnaliste ». L'économie se serait constituée en trois étapes : la formation (1880-1929) en se dégageant des disciplines voisines, la consolidation (1930-1975) en liaison avec l'élargissement des fonctions étatiques et la création d'organismes internationaux technocratiques, l'expansion (à partir de 1990) avec en particulier l'enseignement de l'économie dans les écoles de commerce. La théorie économique s'unifie au fil du temps sur le modèle des sciences dures, en mathématisant son argumentation, en prétendant se mettre au service de la stabilité et de la croissance donc en s'assignant l'utilité comme mission. Mais se fait aussi jour une « contre-attaque critique » entraînant une consolidation du courant néolibéral. Elle coïncide avec les victoires électorales de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis, avec l'installation des dictatures en Amérique latine (Chili, Argentine, Mexique), avec la chute du mur de Berlin et une « américanisation » des sciences économiques. Elle se traduit aussi par la montée en puissance des revues économiques anglo-saxonnes et la création de multiples *think tanks*. Après les professionnels et les intellectuels, place aux experts, avec la croissante subordination des sciences à la technique, la prolifération des agences de régulation et de planification, le réaménagement des marchés financiers « experts qui s'imposent à partir des années 1970 comme de nouvelles figures de l'action politique » (p. 119).

Ayant ainsi exploré formation, orientations et comportements des économistes, on peut dès lors examiner les conséquences de leur intervention en politique et voir le mode d'emploi des sciences économiques dans ce champ. Depuis 1970, dans nombre de pays, on observe les mêmes orientations, le « repli de l'intervention sociale de l'État, la privatisation des entreprises publiques, la flexibilisation du droit du travail et la libéralisation commerciale et financière qui ont

Analyses bibliographiques

pour effet d'intégrer les économies nationales au marché mondial et de diminuer les protections sociales » (p. 128). Dans ce contexte, trois problèmes sont à considérer par les économistes : la récession, l'inflation et les déficits publics. Face à ces problèmes, l'homme politique « traditionnel » apparaît bien démuni. L'identification entre expertise et économie se présente alors comme une évidence (p. 145), ce dont témoignent les médias. S'instaure dès lors un « nouveau régime de représentation ». On constate en effet, un peu partout, un déclin des grands collectifs, une diversification des ancrages identitaires, une diversification des familles, des statuts professionnels, des biens de consommation, en même temps qu'une profonde mutation des appareils d'État. De ce bouleversement des anciens collectifs d'appartenance, l'individu sort renforcé ; or « pour le néolibéralisme, loin d'être un obstacle, l'autonomie individuelle est le fondement de l'équilibre et du progrès » (p. 181). Parallèlement à cette désocialisation de la cité, on observe une technocratisation transfrontalière des élites se manifestant par le rôle rempli par les experts, les *think tanks* et les formes hybrides. L'expertise économique est ainsi à l'origine d'une nouvelle technologie de gouvernement dans des domaines très variés. En définitive, on a une « communauté dédoublée : les cités et le marché » (p. 212), avec pour ce dernier une importance croissante prise par la sphère financière.

Le lecteur a donc entre les mains un ouvrage auquel, sans doute, il ne manquera pas de souvent se référer, ouvrage qui mérite bien de figurer dans la collection « Les Empêcheurs de penser en rond ».

Guy Caire
Université Paris 10

Janos Kornai, *À la force de la pensée. Autobiographie irrégulière*, Préface de Bernard Chavance, traduit du hongrois par Judith et Pierre Karinthy, Paris, Éditions L'Harmattan, Collection « Pays de l'Est », 2014, 556 pages, ISBN : 978-2-343-02608-4, 42,75 €

Janos Kornai et son œuvre sont bien connus en France par les spécialistes des économies soviétiques et postsocialistes en transition. Plusieurs de ses ouvrages et articles ont été publiés en français, notamment les deux plus importants (*Socialisme et économie de la pénurie*, Economica, 1984 et *Le Système économique socialiste*, Presses universitaires de Grenoble, 1996).

Ces mémoires publiés en 2004 en Hongrie et en 2006 aux États-Unis paraissent aujourd'hui en français grâce aux efforts déployés par Bernard Chavance et les traducteurs. L'occasion de suivre la trajectoire intellectuelle originale de cet économiste hongrois dont les travaux ont fortement influencé l'analyse mathématique, l'analyse comparée des systèmes (dont sa variante, la soviétologie) et l'analyse institutionnelle. Au-delà du rappel de ces travaux, de la manière dont ils ont été conduits, de leur évaluation avec le recul du temps – notamment dans le contexte de la transition postsocialiste –, c'est une tranche de vie à la fois personnelle et professionnelle, particulièrement riche, mouvementée, parfois tragique, qui nous est proposée. Ces mémoires présentent en effet plusieurs dimensions : l'Europe de l'Est sur près d'un demi-siècle, l'expérience du « socialisme existant », ses espoirs et ses échecs, l'économie politique du socialisme, l'histoire de la pensée économique (les interrogations et les recherches sur l'efficacité/inefficacité du système, son contrôle, ses gaspillages), la confrontation des résultats de la recherche, leur diffusion internationale et, finalement, l'analyse de l'échec de ce système.

Analyses bibliographiques

Janos Kornai passa progressivement de journaliste économique, formé sur le tas et ayant embrassé cette profession par hasard¹ à une référence internationale dans les domaines de l'économie mathématique, du fonctionnement de l'économie socialiste et de la transition vers le marché des anciennes économies socialistes est-européennes. Tout cela grâce à son sens de l'observation, à ses investigations mais aussi à ses interrogations, ses doutes, son ouverture et son engagement sur de nouveaux domaines de recherche.

L'auteur, né en 1928 à Budapest, dans une famille bourgeoise d'origine juive laïque, est le fils cadet d'une fratrie de quatre. Rapidement autonome, le jeune Kornai cherche sa voie, se fixe des objectifs (en termes de lectures), d'où le titre de son ouvrage. Cette période est à la fois cruciale et tragique : le jeune lycéen voit son père convoqué par les autorités collaborationnistes de son pays pour être envoyé vers Auschwitz d'où il ne reviendra pas. La famille s'éparpille, le jeune Kornai cherche à échapper à la chasse organisée par les hordes fascistes alors que les troupes soviétiques arrivent et libèrent Budapest. Après l'obtention de son baccalauréat, il rejoint les rangs de la Jeunesse communiste et progresse rapidement dans l'appareil. Il est chargé des affaires économiques et devient rédacteur et éditorialiste au sein du quotidien du Parti communiste, *Szabad Nép*. Cette position lui permet de faire ses classes comme économiste et d'être témoin de discussions aux plus hauts niveaux sur les choix économiques du Comité central du Parti communiste. Ses enquêtes et recherches sur le terrain lui permettent de voir comment les décisions sont appliquées, de relever les nombreux dysfonctionnements qui se manifestent aux différents niveaux de l'appareil productif. Les

réflexions qu'il tire de ces observations préfigurent ses travaux à venir sur l'inefficience du système socialiste. Bien que communiste convaincu, le jeune journaliste commence à s'interroger sur les fondements de l'analyse marxiste, ses premiers doutes sur le système politique se faisant jour après les échanges avec un membre du Parti victime de la répression. Au sein du PC, il se rapproche des « réformateurs », rassemblés autour d'Imre Nagy, qui prennent le contrôle et lancent des réformes avant l'explosion de 1956. Exclu de son journal après l'échec des réformateurs, il est relégué à l'Institut d'économie de l'Académie hongroise des sciences dans des fonctions subalternes. Il y rédige néanmoins sa thèse de doctorat sur le surinvestissement dans l'industrie légère, qui est publiée en Grande-Bretagne chez Oxford University Press et contribue à asseoir sa réputation dans les cercles académiques occidentaux. Il se voit offrir plusieurs propositions de professeur qu'il refuse.

Actif pendant la révolution d'octobre 1956 il est chargé de rédiger un programme économique tenant compte des aspirations des conseils ouvriers, de la nécessaire ouverture économique au-delà du Comecon et de l'indispensable décentralisation de l'appareil productif. Le programme ne sera jamais appliqué. Après l'écrasement de la révolution, son engagement partisan et ses références au marxisme prennent fin. Il choisit de rester en Hongrie pour continuer un travail purement scientifique et s'abstraire de tout engagement politique. Cette période est difficile pour le jeune économiste : choc moral induit par l'écrasement de la révolution, persécutions politiques, interrogatoires, surveillance², etc. Paradoxalement, sur le plan intellectuel c'est une période qui se révèle positive. Au sein d'un institut rattaché au ministère de l'industrie légère,

1 Comme le rappelle l'auteur, en tant que fonctionnaire du Parti, il aurait pu être assigné à d'autres tâches.

2 Y compris de collègues proches. Comme dans l'ex-Allemagne, de l'Est, après de changement de régime, les citoyens hongrois ont pu accéder aux rapports de police les concernant mais sans avoir le droit de rendre public leurs délateurs.

Analyses bibliographiques

il débute ses recherches sur le système de planification en utilisant la programmation linéaire. Avec le concours d'un brillant collègue mathématicien, Tamas Liptak, il produit un modèle de planification à deux niveaux rompant à la fois avec les modèles soviétiques de planification à partir du centre et les travaux occidentaux de maximisation sous contrainte de Lang et Malinvaud. Ses conclusions ont un grand écho scientifique, notamment à l'Ouest et sont publiées dans des revues scientifiques prestigieuses. Après avoir conduit des recherches appliquées sur la mise en pratique d'un modèle de planification à deux niveaux, il rejoint l'Institut d'économie où il a toute liberté pour conduire des travaux sur différents thèmes allant de la critique du modèle néoclassique (*Anti-Equilibrium*, 1971) à l'analyse végétative des systèmes. C'est au cours de cette période qu'il s'engage dans des recherches qui le conduisent une décennie plus tard à publier son ouvrage majeur sur l'économie de la pénurie. Il analyse le système socialiste comme un système producteur de pénuries. Celles-ci sont diverses, elles ne se rencontrent pas nécessairement dans tous les secteurs mais les agents sont conduits à prendre des décisions qui à leur tour entretiennent la pénurie : stockage de matériel et consommation forcée de biens disponibles en lieu et place de ceux que l'on recherche. Ce phénomène est entretenu par le pouvoir et les décideurs économiques qui peuvent le réaffecter d'un secteur à un autre, le réduire, l'accroître. Le concept clé qui explique ce processus est celui de la « contrainte budgétaire lâche », alimentée par le « paternalisme de l'État », un euphémisme pour dire que l'État socialiste poursuit des objectifs ambitieux mais qu'il ne dispose pas de moyens suffisants pour les atteindre. Au cours de cette période, au début des années 1960, la contrainte politique se relâche en

Hongrie, le système s'ouvre, les dirigeants ont convenu que des réformes doivent être introduites ; elles verront le jour sur le nom de *Nouveau mécanisme économique*, sorte de *Perestroïka* avant l'heure³. Tout en raillant les « réformateurs naïfs » parce qu'il se souvient de l'échec de 1956, Kornai reconnaît l'importance de ces réformes qui doivent permettre à la Hongrie de s'ajuster plus facilement au nouvel environnement de marché. C'est aussi au cours de cette période que l'auteur commence à voyager à l'Ouest, pour y conduire des recherches dans des instituts prestigieux et y enseigner régulièrement – notamment à Harvard où il passe, à mi-temps (ne pas quitter la Hongrie était un de ses engagements), près d'une vingtaine d'années. C'est sur la base des cours dispensés dans cette université qu'il rédige *Le Système économique socialiste*. Après l'analyse du fonctionnement des économies socialistes, l'auteur s'est engagé dans l'analyse de la transition postsocialiste. Convaincu de la nécessité de la libéralisation et de l'ouverture de ces économies, notamment pour les stabiliser, il s'est opposé très tôt aux programmes de privatisation de masse se démarquant des propositions et des programmes des économistes libéraux et des organisations internationales (Banque mondiale, EBRD). Il faut dire que l'enjeu de la transition posait un problème à la fois important et nouveau : comment instituer le capitalisme dans un pays sans capitalistes ? Finalement, à la lecture de ce long et passionnant ouvrage, on suit le fil conducteur de Kornai tout au long de sa carrière scientifique en analysant un système qui a évolué au cours des décennies, a disparu et a vu se développer une économie de marché. L'auteur analyse les questions d'efficacité et d'inefficacité, de réformabilité et de non réformabilité du système socialiste

³ Sur ces points : Richet X., 1989, *The Hungarian Model*, Cambridge, Cambridge University Press ; Kornai J. et Richet X. (dir.), 1986, *La voie hongroise. Analyses et expérimentations économiques*, Paris, Calmann-Levy.

Analyses bibliographiques

sans oublier la question de son au-delà. L'ouvrage révèle aussi les conditions de la recherche dans un système communiste avec des aspects assez paradoxaux. La censure, le contrôle politique et idéologique cohabitaient avec la liberté d'initier des programmes sur des thèmes éloignés des préoccupations doctrinaires et idéologiques du pouvoir, surtout s'ils étaient présentés sous forme mathématique. Enfin, l'auteur revisite son œuvre avec le recul des années tout en se revendiquant à cheval sur différents paradigmes, orthodoxes et hétérodoxes.

Xavier Richet
Université Paris 3

URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

Jean-Louis Chaléard (dir.), *Métropoles aux Suds. Le défi des périphéries ?*, Paris, Karthala, 2014, 442 pages, ISBN : 978-281-111-054-3, 32 €

Le livre coordonné par Jean-Louis Chaléard est un livre important par son thème et par ses méthodes. Inutile d'insister sur le rôle majeur de l'urbanisation, qui a déjà reçu une littérature abondante mais qui est traité ici sous un angle original, celui des périphéries des métropoles. Ce qui permet de mieux comprendre les dynamiques géographiques et sociales d'extension mais aussi certains points spécifiques comme la multifonctionnalité des villes, les divisions sociales, les relations entre les anciennes zones rurales et les centres urbains, les nouvelles gouvernances.

La méthodologie est également très intéressante. Cet ouvrage est le fruit de cinq années de recherches, menées par des équipes de chercheurs nationaux et internationaux et financées dans le cadre du projet ANR Périssud. La méthode est résolument comparative, en analysant six métropoles aux Suds (Mexico et Lima, Abidjan et Le Cap, Hanoï et Shanghai). On peut cepen-

dant regretter que les critères de choix de ces six villes ne soient pas explicités.

Parmi les cinquante-deux auteurs, près de la moitié vient d'équipes des Suds. À noter également, à côté des professeurs et chercheurs reconnus, la place des doctorants et post-doctorants. Par ailleurs, si la part des géographes reste prépondérante, elle est enrichie par les apports de sociologues, économistes ou démographes.

Les comparaisons s'appuient sur les images satellitaires, le matériel bibliographique, les entretiens avec la diversité des acteurs. Mais l'échelle de comparaison n'est pas uniforme. Certains chapitres comparent les six situations (parfois cinq, ou quatre) ou dans d'autres cas, les comparent deux par deux (Mexico et Shanghai, Le Cap et Hanoï, ou Le Cap et Mexico, Lima et Mexico) ou se présentent comme des monographies d'une ville particulière avec souvent des comparaisons entre les histoires particulières de divers quartiers.

Le livre nous propose un voyage mondial mais enraciné dans des situations spécifiques. Il est agrémenté de nombreuses photos, cartes et tableaux et sa lecture n'est jamais austère. Le souci est d'essayer de trouver des points communs, de montrer les changements de paradigme, de proposer des modèles, tout en maintenant toujours l'analyse des spécificités et de la diversité des facteurs explicatifs. Les métropoles se veulent souvent un relais ou une vitrine de la mondialisation, mais, au-delà des problématiques communes, elles maintiennent leur originalité, fruit de leur histoire, des politiques suivies et des rapports complexes entre les groupes sociaux.

Après une introduction générale, mettant en regard les six périphéries métropolitaines (Jean-Louis Chaléard), ou replaçant les villes du Sud dans la mondialisation des villes du tiers-monde aux métropoles en émergence (Marie-France Prévôt-Schapira et Françoise Dureau), Alain Dubresson souligne la frag-

Analyses bibliographiques

mentation urbaine des métropoles africaines et Charles Goldblum tente un essai de synthèse des configurations périphériques de la métropolisation asiatique. Les vingt-trois chapitres suivants sont regroupés en quatre parties : les périphéries dans la division sociale de l'espace urbain, les réseaux d'infrastructures, services et aménagements des périphéries, la recomposition dans les espaces périphériques à dominante rurale et enfin, les périphéries et la gouvernance urbaine. Chaque lecteur trouvera sans doute des réponses à certaines de ses questions ou sera obligé de prendre en compte de nouveaux aspects ou de facteurs inconnus.

À noter, particulièrement, la volonté de certaines autorités étatiques ou citoyennes d'insérer leurs métropoles dans la mondialisation, d'offrir des vitrines attirantes pour les capitaux privés, avec une plus grande libéralisation et l'affaiblissement du rôle régulateur de l'État, mais aussi le besoin de financer de grands réseaux (autoroutes, métros, etc.).

On peut noter particulièrement le difficile équilibre entre les différentes fonctions urbaines : loger des classes moyennes et les catégories aisées tout en régularisant et intégrant les quartiers populaires ; maintenir une agriculture qui fournit des « produits sains » (l'expression est utilisée à Hanoï) aux populations ; ne pas détruire les emplois des productions artisanales et industrielles sans produire trop de pollution ; en effet, les problèmes environnementaux deviennent importants à la fois pour le tourisme mais surtout pour les urbains (parcs, espaces verts, etc.). Ainsi, dans la périphérie de Shanghai se développent des séjours à la ferme : « Plus de sept millions de voyages ont été effectués par des citoyens shanghaiens vers les arrondissements périphériques en 1996 et quinze millions en 2003. L'ampleur du phénomène se mesure dans les paysages des hameaux aux gîtes ruraux aménagés pour les citoyens » (p. 293). « Le monde rural connaît ainsi une reconsidération para-

doxale. Perçu comme non répulsif, il devient un nouvel espace de sociabilité pour les loisirs et le tourisme (...). Le rural que l'on peut découvrir lors du voyage est chargé de valeurs dans lesquelles le citoyen se reconnaît en tant que Chinois. La nourriture fraîche et saine, le labeur, la terre des paysans et les activités agricoles sont autant de valeurs propres d'une ruralité identitaire. »

Et tout ceci dans un contexte où l'État a moins de pouvoirs et doit compter sur les autorités locales, suite à la décentralisation, pour gérer les potentiels conflits avec les promoteurs et investisseurs privés et avec les associations et organisations citoyennes ayant des demandes croissantes sur des espaces qui se réduisent rapidement.

Les métropoles et leurs périphéries restent à la fois les reflets et les acteurs de la mondialisation mais savent défendre encore leur spécificité.

Dominique Gentil
Cemotev/Gemdev

Philippe Gervais-Lambony, Claire Bénit-Gbaffou, Jean-Luc Piermay et Alain Musset (dir.), *La Justice spatiale et la ville. Regards du Sud*, Paris, Karthala, 2014, 279 pages, ISBN : 978-28111-1083-3, 26 €

Cet ouvrage collectif, issu du programme de recherche « Jugurta » (Justice spatiale, gouvernance et territorialisation dans les villes des Suds), entend questionner la notion de justice spatiale à partir de plusieurs terrains, essentiellement africains, avec l'objectif de monter en généralité et de donner plus de consistance à un concept encore récent en France. L'ouvrage semble afficher une volonté de « faire école » sur une notion qui avait été développée surtout jusque-là au sein de la recherche américaine (Edward Soja, David Harvey...) à partir des travaux du philosophe français Henri Lefebvre. Ce dernier est d'ailleurs l'une des références théoriques assumées de l'ouvrage, avec le

Analyses bibliographiques

géographe Claude Raffestin et le philosophe John Rawls pour sa conceptualisation de la justice.

La volonté d'offrir une analyse générale de la question de la justice spatiale dans les villes des Suds à partir de travaux collectifs se fondant sur divers terrains autorise une cohérence d'ensemble et un éclairage clair et original sur les différentes dimensions d'un concept encore peu connu. L'introduction de Philippe Gervais-Lambony produit un important travail théorique en s'attardant longuement sur les concepts de territoire, territorialisation, gouvernance, justice, « local ». Ce travail de fond offre des bases solides à l'ouvrage et pose les jalons sur lesquels les différents chapitres peuvent s'appuyer.

Paradoxalement, cette volonté de conceptualiser la justice spatiale peut apparaître comme une faiblesse pour les travaux proposés, en mettant en place un cadre parfois trop rigide et en forçant quelque peu les auteurs à s'y conformer. La volonté de faire école impose cette systématisation qui prend le risque de passer outre la complexité spécifique de chaque terrain.

La première partie, dont l'introduction est signée Sabine Planel, met l'accent sur la géographie du pouvoir et les dynamiques scalaires. La question des échelles dans l'étude de la justice spatiale est en effet centrale, en tant qu'association entre un espace et un pouvoir : « L'échelle n'est plus aujourd'hui perçue comme une forme spatiale – un contenant plus ou moins délimité – produite par une catégorie de pouvoirs, mais comme l'expression d'une dynamique d'ensemble de structuration des activités humaines dans l'espace », résume Planel (p. 27). La démultiplication des pouvoirs couplée à la dimension multiscalaire des faits sociaux produit de nouvelles dynamiques d'organisation de l'espace. Il en est ainsi de la confrontation des échelles métropolitaines et municipales dans le cas de la gestion de l'électricité en Afrique du Sud présenté par

Sylvy Jaglin. Deux conceptions de la justice spatiale s'y opposent : l'État cherchant la défense du consommateur quand les municipalités souhaitent assurer une gestion locale des services et plus généralement de la politique sociale, à la portée de leurs électeurs. L'organisation scalaire crée des injustices et une évolution des rapports de pouvoir. D'où cette question : l'échelle est-elle un cadre ou une pratique ? Des échelles dépendent les dynamiques de pouvoir, mais également les lectures de ces dynamiques (*bottom up* ou *top down*). Ainsi, les différents chapitres de cette partie ne cherchent pas à séparer les échelles, mais plutôt à les analyser comme autant d'éléments emboîtés. Mais la structuration scalaire amène surtout à la question de sa mobilisation comme ressource politique, ce que Sabine Planel nomme l'« ingénierie scalaire ». Dans une logique plutôt descendante de la géographie des pouvoirs, les auteurs démontrent l'importance pour les acteurs de la ville de se constituer un « capital scalaire ». Ainsi, Cyprien Aholou décrit les habitants de certains quartiers de Lomé comme pouvant profiter des frontières territoriales floues entre deux régimes administratifs pour choisir celui qui leur permettra de défendre au mieux leurs intérêts. L'ingénierie scalaire reste malgré tout un processus instable : la constitution du capital scalaire dépend des configurations sociopolitiques existantes et ne permet pas complètement à l'action collective de s'affranchir du cadre constitué par les échelles et les rapports de pouvoir.

La deuxième partie, coordonnée par Alain Musset et Jean-Luc Piermay, porte sur la justice spatiale et la territorialisation, partant du fait que le politique fonde le territoire. En ce sens, la politique étant une tension entre le pouvoir (les autorités) et le sentiment d'appartenance des habitants, la justice est une notion primordiale pour évaluer la territorialité et la territorialisation. L'un des atouts scientifiques majeurs de cette partie est de ne pas s'en tenir à une opposition poli-

Analyses bibliographiques

tique classique entre pouvoir et « catégories défavorisées », mais de montrer que des acteurs de positions sociales diverses (commerçants, chefs d'entreprise) peuvent être mobilisés dans ce jeu d'influences autour du territoire. Cette multiplication des points de vue, à travers des acteurs très mobiles permet de souligner la complexité de la notion de territorialité, qui n'est pas nécessairement liée au lieu. Également, la territorialité est inscrite dans le temps : si la territorialisation est affaire de présent, elle est aussi un rapport au passé, une espérance en l'avenir et au-delà, composée d'influences respectives entre références temporelles.

Par ailleurs, en multipliant les points de vue des différents acteurs, la dimension subjective de la justice spatiale est mise en avant. En effet, chaque acteur dans chaque cadre précis aura développé sa propre vision du juste et de l'injuste dans un rapport au territoire complexe, comme le montre Alain Musset à propos de Sutiaba au Nicaragua (chapitre 5). La justice n'est pas forcément un idéal, mais peut être une ressource, un moyen rhétorique, qui permet de mobiliser collectivement par la persuasion. Selon Musset et Piermay, la justice reste avant tout une « représentation constructrice d'une réalité sociale ». Et c'est là un apport essentiel de l'ouvrage : l'étude de la justice spatiale ne peut se résumer à porter un jugement de valeur sur le juste et l'injuste dans les territoires urbains, mais permet de creuser la notion dans toutes ses dimensions afin de remettre en perspective sa mobilisation dans les discours sur l'urbain. Si les inégalités sont objectivables, la justice reste subjective et seule sa mobilisation en tant que discours et outil peut être soumise à l'analyse scientifique. S'interroger sur la justice spatiale, c'est en premier lieu s'interroger sur l'espace en tant que produit d'actes et de discours autour de la notion de justice.

Ceci n'empêche toutefois pas la notion de justice d'être revendiquée et de donner lieu à une mobilisation en vue d'atteindre un idéal de justice spatiale. C'est ce qu'aborde la troisième partie de l'ouvrage, coordonnée par Claire Bénit-Gbaffou. Ici, l'expression publique de l'(in)justice spatiale est directement abordée. Il s'agit de la partie la plus politique de l'ouvrage, analysée au travers des acteurs, de leurs discours et des formes de mobilisations collectives. Le constat soulevé dans les travaux de Karine Ginisti sur la perception des questions de justice spatiale à Maputo est, dans cette partie, essentiel : il est relevé que la revendication de la justice spatiale y est quasiment inexistante chez les habitants alors même que l'ordre urbain apparaît comme clairement inégalitaire. Dès lors, le chapitre entend interroger le rôle complexe de l'organisation spatiale dans la perception des inégalités : certaines injustices spatiales finissent-elles par être intériorisées par les habitants du fait de leur quotidienneté ? Ici, l'ouvrage aborde judicieusement la question de l'espace urbain comme matrice de la vie quotidienne, avec tout ce que cela implique en termes d'inscription des rapports sociaux de domination dans un ordre social et spatial. D'une part, les auteurs interrogent le concept de « référent spatial », c'est-à-dire les pratiques et représentations urbaines qui permettent de mesurer la normalité – et la justesse – d'une situation. D'autre part, ces réflexions mènent à un examen de la notion d'espace public dans les villes des Suds. Il ne s'agit donc pas dans cette partie d'examiner le sentiment d'injustice, mais plutôt son expression.

À partir de ce constat, interroger les discours sur la ville permet de distinguer les systèmes de valeurs autour de la justice défendus par chaque acteur urbain et de les confronter. Les auteurs arrivent donc au constat que le système de valeurs des dominants – perceptible dans leurs discours – peut être intégré par les dominés, ceci expliquant l'apparente résignation des habitants devant les injus-

Analyses bibliographiques

tices spatiales, comme à Maputo. L'analyse de la question du discours sur la ville est ici centrale et la comparaison des différents terrains (Maroc, Afrique du Sud, Mozambique, etc.) démontre une même propension à s'aligner sur un discours globalisé néolibéral qu'il est pourtant nécessaire d'adapter aux contingences nationales et aux projets urbains locaux de contrôle social. Ainsi, Pascale Philifert, Karine Ginisti et Marianne Morange montrent à travers notamment l'exemple du Cap que les contradictions dans les discours sont rarement résolues et s'additionnent les unes aux autres, produisant un projet urbain peu clair, avec des difficultés politiques gérées dans l'instant. Le débat sur l'espace public dans la ville apparaît dès lors brouillé et la volonté de réduire les injustices par le projet urbain laisse souvent place à un développement fondé sur des logiques d'investissements privés et de croissance.

De ces analyses émerge une interrogation plus directement politique sur les résistances urbaines au projet de la ville « globale » et leurs inégales expressions. Les études de terrain démontrent la complexité de cette question : en effet, le projet de la ville néolibérale n'est que rarement questionné en tant que tel, mais fait l'objet d'arrangements, de stratégies non frontales et de détournements à un niveau parfois micro-local, semblables au « braconnage culturel » de Michel De Certeau¹. La volonté de ne pas entrer dans une pure logique d'opposition afin de ne pas compromettre leurs chances d'accéder aux ressources urbaines est manifeste chez les habitants, comme dans le cas des modalités d'accès à l'eau dans les quartiers spontanés de Maputo, ou ceux de Soweto (chapitre XI). Dans ces stratégies de résistance, les auteurs notent également l'importance de la mémoire urbaine (et de l'oubli), mobilisée, occultée, mais éga-

lement instrumentalisée pour délégitimer l'acte de résistance. Les habitants privés de référent mémoriel clair à même de fonder leur légitimité à revendiquer l'accès aux ressources urbaines se retournent dès lors vers des boucs émissaires et peinent à se mobiliser autour d'un projet collectif et politique cohérent à opposer au pouvoir. Le « droit à la ville » est finalement bien peu revendiqué, en tout cas jamais directement ; les habitants préfèrent le contournement à l'opposition frontale pour régler les injustices. Les confrontations directes ne sont pas pour autant inexistantes et l'ouvrage n'oublie pas de conclure sur ces cas ; elles mobilisent plus directement dans les discours la question de la justice et la référence aux « droits ». Le dernier chapitre rappelle qu'il est possible de voir émerger à une échelle supra-locale des contre-discours sur l'injustice spatiale permettant d'affirmer positivement des pratiques et représentations habitantes qui se sont retrouvées en opposition avec le projet urbain des institutions. Au travers de la mobilisation de onze terrains africains et sud-américains, cet ouvrage offre une démonstration de la pertinence d'une géographie critique centrée sur les questions de justice spatiale.

Félix Lefebvre
doctorant en géographie,
laboratoire TVES,
Université Lille 1

QUESTIONS DE GENRE

Arlette Gautier et Marie-France Labrecque, « *Avec une touche d'équité et de genre...* » : *les politiques publiques dans les champs de la santé et du développement au Yucatan*, Laval, Presses de l'université Laval, 2013, 339 pages, ISBN : 978-2-7637-1716-6, 40,50 €

Cette étude réalisée conjointement par une

1

Analyses bibliographiques

sociologue et une anthropologue s'organise en trois parties nous présentant successivement le cadre historique et intellectuel de la situation socioéconomique des femmes au Yucatan (sud-est du Mexique), puis les politiques conduites dans le champ de la santé ainsi que dans celui de la pauvreté.

Les inégalités et discriminations dont les femmes sont victimes sont patentes. Les organisations internationales en ont pris conscience en préconisant des politiques d'égalité et d'équité de genre, autrement dit en préconisant une approche « *gender mainstreaming* » (p. 21), se dotant pour cela d'objectifs clairement définis, d'indicateurs chiffrés. Au Mexique, après le modèle développementiste fondé sur la substitution des importations mis en œuvre en 1940, une révolution néolibérale a vu le jour en 1991, revenant sur les acquis de la révolution mexicaine du XIX^e siècle. Dans ce pays marqué par le catholicisme, des mouvements féministes sont apparus dans les années 1930 puis 1970, promouvant un certain nombre de réformes tant dans le domaine de la santé que dans celui de l'éducation ou de l'éradication de la pauvreté. Toutefois, dans l'État du Yucatan – fortement dominé par une population maya qui s'est longtemps adonnée à la culture du henequen servant à la confection de cordes et de sacs pour l'exportation –, les inégalités de genre et le degré de marginalisation des femmes sont plus marqués qu'ailleurs (pp. 95-97).

La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse à la question de la santé. Dans le programme de santé reproductive mis en place entre 2001 et 2006, on trouve trois axes directeurs : le droit à l'information, le respect des droits sexuels et reproductifs, le droit à des services de qualité. La politique sanitaire est ciblée sur les groupes les plus vulnérables. Elle s'intéresse aussi à différents problèmes sociaux : la maltraitance, la violence intrafamiliale, les grossesses adolescentes. La stratégie mise en place se

concentre sur la formation et la prévention. Quatre institutions ont notamment en charge la santé reproductive mobilisant des personnels aux statuts très différents (voir le tableau p. 127) et recrutant également dans la communauté sélectionnée des assistantes de santé en milieu rural. On a ainsi des médecins privés, des sages-femmes traditionnelles, des comités municipaux de santé, des ONG, autrement dit, un « pluralisme structuré » (p. 142). Dans les années 1986-1987, les pratiques contraceptives prônaient les méthodes dites naturelles et critiquaient les effets nocifs de la pilule ou du stérilet. En 2004-2005, l'information demeure toujours biaisée, sélective et trop sommaire. Il en résulte certes une transition démographique importante mais qui n'empêche toutefois pas les naissances non désirées. On notera qu'une partie non négligeable du personnel sanitaire « accorde au conjoint le droit d'empêcher l'épouse d'utiliser la méthode de contraception de son choix » (p. 165). La politique de santé de la reproduction s'intéresse également aux maladies gynécologiques féminines (infertilité, maladies sexuellement transmissibles, cancers reproductifs, ménopause).

La troisième partie de l'ouvrage traite des programmes d'éradication de la pauvreté et d'appui aux femmes paysannes. Faisant suite aux quatre conférences internationales sur la femme organisées par les Nations unies et à la promotion par la Banque mondiale de la transversalisation de genre au sein des politiques d'éradication de la pauvreté, le gouvernement fédéral et le Yucatan ont élaboré différents programmes (voir les schémas pp. 238-239). Les activités financées sont, par ordre d'importance, l'artisanat, l'équipement, l'agriculture, l'écotourisme, l'élevage et autres services (p. 248), les crédits étant distribués aux femmes individuellement ou en groupe, souvent à des fins plus électoralistes qu'économiques. Ce chapitre propose huit récits illustrés par des photographies regroupant les situations des

Analyses bibliographiques

dix-sept femmes interviewées et constituant une sorte de catégorisation des bénéficiaires de l'aide : on pourra ainsi être représentante d'un groupe, membre d'un groupe, ne plus faire partie d'un groupe, être séparée, veuve ou célibataire, s'adonner à une activité non traditionnelle, travailler seule avec du micro-crédit, travailler pour l'éducation des enfants, pratiquer l'artisanat comme tradition familiale.

Au terme de cette enquête de terrain on peut se poser la question suivante : existe-t-il une « nouvelle » femme paysanne autochtone ? En croisant les catégories de classe, de genre et de race, ceci dans un pays où l'on constate une construction racialisée des acteurs sociaux, la réponse ne peut être que nuancée. On peut observer « des changements dans les rapports de genre mais pas nécessairement dans le sens d'une plus grande égalité entre les femmes et les hommes » (p. 301) car « il existe de plus en plus des formes de participation et de pouvoirs féminins qui arrivent à coexister avec la subordination et l'oppression de genre » (p. 305). Donc « nouvelle » ne signifie pas davantage nantie ou encore détentrice de plus de pouvoir (p. 314).

Guy Caire
Université Paris 10

AFRIQUES AU DÉFI : ÉCLAIRAGE

Georges Courade, *Les Afriques au défi du XXI^e siècle*, Paris, Belin, 2014, 317 pages, ISBN : 978-2-7011-8372-5, 26 €

Lecture d'un sociologue

Ce chercheur (IRD/Orstom), géographe bien connu, notamment pour ses travaux sur le Cameroun et la sécurité alimentaire et par

son implication dans la formation de chercheurs et enseignants africains, nous offre un nouveau livre de synthèse sur les Afriques présenté en dix-huit chapitres.

La première partie, « Lire la ligne de vie de l'Afrique subsaharienne » prolonge d'une certaine manière l'un de ses ouvrages précédents, *L'Afrique des idées reçues*, Belin, 2006 (dir.). Cette partie balaie à nouveau quelques clichés (le retard tropical, l'Afrique culturaliste, « le continent de l'extrême » avec les présentations, en termes de violences, de crises politiques et humanitaires majeures, de génocide et massacres massifs, des dangers de « djihadisation ») et montre aussi « les prémices de la reconstruction historique postcoloniale », « le dépassement de l'opposition modernité/tradition » tout en dénonçant les lunettes des « experts-voyants »¹. Pour l'auteur, « l'avenir reste très ouvert malgré menaces et défis multiples », questions qu'il aborde dans une deuxième partie. Les potentialités peuvent devenir des ressources, si on sait lever « des contraintes du dedans » et jouer les cartes disponibles. Il s'interroge « sur la notion de transition (démographique ou démocratique, etc.) utilisée pour décrypter ces passages – supposés obligés – des sociétés et d'économies d'un stade « archaïque » à une modernité plus ou moins avancée ». Il souligne, bien sûr, les grands phénomènes en cours : le retour de la croissance du PIB dans la plupart des pays depuis 2000 (de l'ordre de 5 % annuel) ; la très forte croissance démographique (2.5 % par an, avec actuellement 5.1 enfants par femme) et qui ferait passer l'Afrique de 180 millions en 1950 (et 7 % des humains) à 1.9 milliard en 2050 (et 20 % des humains)² ; le poids crois-

1 « Les anticipations des évolutions socio-politiques, territoriales ou religieuses ne se modélisent pas, si bien qu'économistes et démographes en produisent une vision partielle, simplifiée ou conforme « au fond de l'air idéologique ». Ils se contentent bien souvent de prolonger les tendances visibles sans subodorer les crises, les séismes ou brusques bifurcations qui surviennent inopinément ».

2 On irait donc vers une « planète de vieux et l'Afrique des jeunes ».

Analyses bibliographiques

sant des jeunes et leurs difficultés d'emploi, l'urbanisation. Mais il note aussi « une continuité économique (une « extraction problématique »), politique et sociétale fondamentale ». « Les colonisateurs ont transféré sous les cieux africains ce qui marchait chez eux : machines et technologies, savoirs scolaires et langues, institutions, théories et politiques sous-jacentes », « une modernité mimétique », « un formalisme démocratique, en copiant les apparences politiques des métropoles pour légitimer le pouvoir d'un homme ou d'un clan ». D'où l'apparition de « combinatoires religieuses refuges et d'une éducation occidentale surimposée », avec « un système éducatif qui ne satisfait la demande nulle part. Il en résulte quatre maux à surmonter : analphabétisme et illettrisme, aliénation des élites, mépris du travail manuel et rupture avec le monde rural ». La troisième partie est consacrée aux « trajectoires à inventer ». « Le temps est venu, 50 ans après, de se ressourcer dans ce passé plutôt que de s'y morfondre. Les sociétés subsahariennes ont une histoire longue. Ce sont des sociétés en mouvement mais qui subissent les séquelles de la traite négrière et de l'esclavage, les traumatismes coloniaux et le découpage des frontières ». « Il faut alors trouver ou retrouver des équilibres », remédier à « l'impuissance des États africains ». « L'État moderne, défini comme un État bureaucratique légal et rationnel est loin de constituer un modèle d'exportation viable au Sud du Sahara ». Les règles officielles laissent la place à des normes « de fait », concurrentes et instables. Plus l'État est incapable d'agir, de contrôler, de distribuer et de prélever, plus se développent des modes informels et multiples d'organisation qui pérennisent un État fonctionnel « façon » (pour l'auteur cette expression populaire signifie « à sa propre manière »). Ainsi, la « gestion foncière toujours dérégulée » en est un bon exemple. Beaucoup d'États restent fragiles mais, en « faire un catalogue ne vise qu'à

justifier des mises sous tutelle. Qu'on se rassure, la construction étatique est en marche en Afrique et correspond à une demande d'État garant d'une vision d'ensemble par des chemins détournés certes, mais elle se répand un peu partout ». Déjà, dans quelques pays, le pouvoir judiciaire devient presque indépendant et des « forces démocratiques attendant la démocratie » se développent, tels les médias indépendants, les syndicats ou les organisations professionnelles, surtout paysannes. « Une société incivile » apparaît. Il faut cependant s'interroger sur le rôle des armées, « appareil répressif avant d'être défensif », et faire de « l'extraction fiscale la plus grande ressource étatique ». Courade répond à la question de la soi-disant absence de la culture démocratique : « Cette culture est-elle absente dans les pays africains, voire impossible ? Une culture de la confiance, du devoir, de la parole donnée y existe, dans les tontines notamment, construite depuis très peu, elle est nécessairement faite d'acquis et de régressions, d'incertitudes et de soubresauts. Si l'autoritarisme résiste à la démocratie, les procédures démocratiques (« élections pluralistes ») sont considérées comme indispensables à la légitimation des régimes satrapiques ». Georges Courade propose de « faire de la géographie un atout » et trace les contours d'une « nouvelle géopolitique subsaharienne », avec ses pôles encore insuffisants (« l'Afrique du Sud engluée dans ses problèmes internes », « le Nigeria désorganisé face à la montée de l'autre Golfe », « l'Éthiopie vigilante dans la corne de l'Afrique, la République Démocratique du Congo, territoires ouverts où l'on puise sans fin »), ses divers conflits, « les espaces frontaliers de connivence », « les enclavements et les corridors », « des systèmes de transport sous tension ». Il replace « l'équation africaine dans la mondialisation » (chapitre 15) avec des échanges commerciaux formels intra-africains à renforcer, « des regroupements régionaux à la peine »,

Analyses bibliographiques

« des anciens colonisateurs qui relâchent leur emprise », « la Chine, crainte par les peuples mais adoubee par les satrapes », « un sous-continent désormais sous l'œil attentif de l'oncle Sam », « les nouveaux entrants en embuscade sur la scène subsaharienne ». Le dernier chapitre résume bien l'esprit de l'ouvrage : « À partir des années 1990, l'Afrique subsaharienne a entamé sa longue marche vers la deuxième indépendance, celle de la conquête d'une réelle autonomie de décision dans tous les domaines. Après la fin de la guerre froide, l'ingérence armée de l'Occident a décliné et une compétition mondiale plus acharnée autour du sous-continent est née ». Du fond de son trou, le continent subsaharien remonte à la surface avec des taux de croissance économique par habitant plus élevés. Les comportements sociaux et les pratiques politiques restent encore de style néocolonial et des phénomènes régressifs apparaissent, au point de masquer les nouvelles dynamiques démographiques, économiques et politiques, créant « des nouvelles marges de manœuvre » et « des modèles et boussoles et l'idée panafricaine ». En conclusion, Georges Courade reprend une citation d'Achille Mbembé « les Africains n'ont qu'un seul choix, celui de la responsabilité propre. Ils paieront le prix de leur affranchissement ou, alors, ils demeureront des objets de pitié du monde et les sujets de son mépris, puisque les deux toujours vont ensemble ». Cet ouvrage est donc un livre très informé³, nuancé, mettant en perspective les dynamiques et trajectoires africaines, invitant les Africains à l'inventivité à partir de leurs propres cultures et de leurs histoires et mettant bien en lumière la diversité de chaque pays. Le style est agréable à lire, avec, pour chaque chapitre, quelques formules chocs et des citations d'auteurs divers ou de proverbes et dictons africains.

Peut-être deux regrets. G. Courade nous invite à nous méfier de l'optimisme macro-économique et de rester « prudents dans ce concert euphorisant » de manière hélas très lapidaire (pp. 187-188). Il aurait été sans doute plus convaincant de prendre des exemples pour montrer comment se construisent les chiffres. Le cas du Mali aurait pu être édifiant. Malgré ses difficultés politiques et économiques actuelles et la dégradation de ses services publics, le Mali, d'après le FMI, a une croissance supérieure à 5 %. En effet, la production de l'or par les multinationales américaines, canadiennes et sud-africaines, est devenue le premier poste, au détriment de l'orpaillage traditionnel et de ses effets sur l'environnement, sans améliorer la situation de la majorité de la population. Il y a quelques années, cette place était occupée par le coton et ses milliers d'exploitations familiales, avec des effets positifs sur les cultures vivrières, l'élevage, les pistes rurales et le début d'une industrialisation. Une privatisation purement idéologique imposée par la Banque Mondiale, combinée à une baisse des prix internationaux liée aux subventions américaines et européennes, a désorganisé des filières efficaces et anciennes. Le deuxième regret porte sur la démographie. Certes, l'auteur a raison de nous mettre en garde contre « la crainte malthusienne du surpeuplement », mais il aurait été utile de mieux exposer les causes et les conséquences dans de nombreux pays du blocage de la transition démographique et du maintien au Sahel, des taux très élevés de fécondité (plus de six enfants par femme). Le Niger est devenu, dans ce domaine, un des champions mondiaux. Quand on connaît son faible potentiel agricole et le blocage des migrations vers l'Afrique ou l'Europe, on ne peut s'empêcher d'être inquiet. Malgré ces réserves, ce

³ Il comporte des références à la fin de chaque chapitre pour aller plus loin et un index et un glossaire de 152 mots clés.

Analyses bibliographiques

livre, bien informé et nuancé, est à conseiller à tous ceux qui s'intéressent à l'Afrique.

Dominique Gentil
Cemotev/Gemdev

Lecture d'un économiste

Georges Courade, spécialiste de l'Afrique et géographe de renom vient de publier *Les Afriques au défi du xx^e siècle*, qui font suite à *L'Afrique des idées reçues* parues chez le même éditeur en 2006. Les grandes qualités auxquelles nous avait habitué l'auteur s'y retrouvent : le style est agréable, les formules sont bien choisies, la lecture est aisée et les annexes (index et glossaire) fort utiles. L'auteur a une connaissance en profondeur des acteurs et du terrain africains, liés à la fois à de longs séjours en Afrique francophone et anglophone, à une volonté d'être en relation avec les acteurs, d'observer, de comprendre et de définir des leviers d'action. L'ouvrage s'appuie sur une très abondante bibliographie même si curieusement les grands manuels de référence sont quasiment absents. L'auteur prend parti dans ses propositions de manière à la fois réaliste et argumentée. Il vise de manière très convaincante à réaliser une radioscopie de l'Afrique sans stéréotypes, à franchir les frontières des disciplines, a réfléchi sur l'Afrique en devenir. Il a une lecture géopolitique du futur qui se construit. On ne peut qu'apprécier sa lutte contre l'afro pessimisme, sa critique vis-à-vis de l'absence de recul historique, de l'instrumentalisation des statistiques, de la normalisation du langage et des interprétations. La description réaliste des maux de l'Afrique tels les trafics, la corruption, le banditisme, la violence est faite sans concession. En même temps, l'auteur repère les transformations ou les bifurcations des Afriques ; l'auteur montre les opportunités, décrit les pratiques d'adaptation ou d'ingéniosité des acteurs du bas, évite les généralités. Tous ces éléments font de cet ouvrage une contribution essentielle à la connaissance de l'Afrique et au débat

pour savoir si l'Afrique est mal partie, peut partir, ou est bien partie.

Je ferai cependant trois légères réserves. Tout d'abord, la logique du plan, au-delà du brio des formules, n'est pas évidente. La construction de l'ensemble ne permet pas toujours de progresser et l'on constate des répétitions au sein des trois parties ou des chapitres de l'ouvrage. Par ailleurs, l'ouvrage est plus le reflet de travaux de terrain qu'un travail théorique de conceptualisation. Il restitue le vécu davantage qu'il n'analyse en profondeur certaines dimensions. L'anthropologie, les travaux des politistes ou des économistes sont largement absents. Enfin, et malgré les Afriques écrites au pluriel, l'ouvrage traite globalement de l'Afrique (en ignorant l'Afrique septentrionale) et prend des exemples dans diverses régions ou « pays » sans procéder à une différenciation régionale ou à des typologies. L'Afrique est le continent le plus contrasté du monde sur le plan culturel, social, politique, économique, géographique.

Un point fait particulièrement débat et mérite une confrontation entre un géographe et un économiste. La croissance économique africaine est-elle un mirage et les statistiques sont-elles élaborées pour les besoins de la cause ?

La question méritait d'être posée mais il est dommage que les débats méthodologiques sur les limites de l'indicateur de croissance économique soient remplacés par des remarques sur le caractère intéressé des travaux des économistes expliquant leur position ultraorthodoxe ou les universitaires (notamment en économie) au service des intérêts des investisseurs privés. Ce procès d'intention fait aux économistes est-il justifié et n'y a-t-il pas confusion entre les travaux des organisations internationales et des universitaires/chercheurs ? La question scientifique est celle de la montée en généralité des observations, des liens entre échelles locales et agrégation à des échelles

Analyses bibliographiques

supérieures et de l'itération entre terrain et théorie.

L'économie politique du chiffre, les limites de la quantification et de la mesure sont au cœur de débats au sein des économistes entre ceux qui optent pour une approche économétrique et ceux qui ont une approche critique plus qualitative. La quantification et la mesure renvoient évidemment à des rapports de pouvoir. Chacun sait que du fait des négociations internationales et de la défaillance des systèmes nationaux, de nombreuses statistiques sont construites pour les besoins de la cause. Plusieurs travaux d'organisations internationales mobilisent le taux de croissance du PIB pour en faire un indicateur de décollage de l'Afrique alors qu'il ne reflète le plus souvent que la valorisation des rentes primaires sur les marchés internationaux. Le calcul du PIB repose sur des conventions qui sont en partie arbitraires. Est-ce suffisant pour jeter l'enfant de la croissance avec l'eau du bain de son calcul ? En raison de l'importance des activités informelles fonctionnant sans cadre comptable et hors du regard de l'État d'une part et des activités parallèles contrôlées par les pouvoirs privés et publics d'autre part, la partie enregistrée statistiquement ne constitue que la partie visible de l'iceberg. La valeur produite par les différentes activités est différente de la valeur commercialisée ou marchande (enregistrée par le PIB). On peut estimer en moyenne que le PIB double si l'on intègre les activités non enregistrées. La prise en compte par des enquêtes auprès des ménages des niveaux de vie (équipements, conditions de logement, nutrition, santé, éducation...) conduit à une croissance économique par tête positive en longue période réduisant l'exception africaine (A. Young, *The African Growth Miracle* 2009). M. Raffinot a notamment contesté dans l'économie politique n° 61 janvier 2014, avec une forte argumentation, la démarche critique de Jerven mobilisée dans *Politique africaine* par

B. Hibou sur « la macroéconomie par le bas ». La *Revue Tiers Monde* a publié en janvier-mars 2013 un n° 213 dirigé par J.-J. Gabas, V. Ribier et M. Vernières sur la mesure du développement. Il développe les conventions qui sont présentes derrière la construction des chiffres et comment science et politique se conjuguent. Malgré leurs limites, les statistiques normalisées ont permis aussi d'éviter les représentations et désignations particularistes des africanistes en termes de races, d'ethnies, ou d'autres marqueurs identitaires. Pour un économiste, les indicateurs de croissance économique doivent être mis au regard des transformations structurelles et institutionnelles qui caractérisent le développement économique et des tensions entre l'efficacité économique, l'équité sociale et la soutenabilité écologique qui caractérisent les trajectoires. De nombreux indicateurs convergents montrent des ruptures des trajectoires économiques de la majorité des pays africains. On observe après une chute de la productivité une croissance de l'ordre de 2,7 % au cours de la décennie 2000. Les secteurs à plus fort taux de croissance et profitabilité sont les télécommunications et la distribution. On observe également une diversification des partenaires. Les 500 premières entreprises du continent africain ont presque triplé depuis le début de la décennie 2000 leur chiffre d'affaires (environ 700 milliards USD en 2010) et leurs bénéfices (60 milliards USD). L'Afrique australe concentre deux tiers de ces entreprises. Le secteur pétrolier a certes durant la décennie 2000 connu une croissance annuelle de 7,1 % mais ceux du tourisme, de la distribution, de la construction, des transports et des télécommunications ont été proches et ceux des services ont été supérieurs à 6 %, ceux de l'agriculture à 5,5 % et ceux des industries manufacturières à 4,6 %. Le pourcentage de consommateurs ayant des revenus supérieurs à 5 000 \$ par an est passé de 3,5 à 4,3 % et celui accédant aux

Analyses bibliographiques

biens de base (2 000 à 5 000 USD) de 29 à 32 %. Entre les décennies 90 et 2000, les taux moyens d'inflation sont tombés de 22 à 8 %, la dette publique de 81,9 % du PIB à 59 % et les déficits publics de - 4,6 % du PIB à - 1,8 %. Le commerce Sud/Sud pèse pour plus de 40 % du commerce extérieur contre 27 % en 1990. La croissance économique est également contrastée entre les pays exportateurs de produits du sous-sol (mines hydrocarbures) et les pays importateurs de pétrole et ou de produits alimentaires. Ces derniers pays restent vulnérables aux chocs extérieurs (prix des aliments ou du pétrole). Il y a, par contre, débat sur le caractère durable de cette croissance. Y a-t-il croissance conjoncturelle liée aux cours des matières premières, des financements extérieurs et des remises de dettes ou dynamique structurelle durable ? La croissance est tirée par des facteurs exogènes (prix des matières premières, IDE passant de 9 à plus de 50 milliards USD, rééchelonnement de la dette, accès aux financements) mais les facteurs endogènes sont nombreux (amélioration du ratio population active sur population non active, extension des marchés urbains, meilleur climat des affaires, équilibres financiers, baisse de la conflictualité, émergence d'une classe moyenne, investissements et progrès agricoles..). 60 % de la population africaine vit avec moins de 2 \$ jour. On estime à 300 millions la classe moyenne (dont un tiers ayant des revenus journaliers entre 2 et 4 \$ jour peut se retrouver dans la pauvreté). Cette classe résulte de l'urbanisation, de la redistribution des rentes primaires, des revenus liés aux activités économiques officielles et non enregistrées. Les économies exportatrices de produits primaires tendent à se transformer en partie en économie d'accumulation et de production pour le marché intérieur.

Ces indicateurs globaux doivent être également relativisés. Ils sont des indicateurs de croissance et non de développement et ne prennent pas en compte ni l'épuisement des ressources non renouvelables, ni les inégalités ou la croissance de la malnutrition et les fractures sociales ou régionales liées à ce boom. La hausse des prix alimentaires a pesé sur les budgets des ménages. La pauvreté rétroagit de manière asymétrique à la croissance ; elle baisse légèrement en période de croissance et s'aggrave en période de décélération. La croissance non inclusive peut aller à l'encontre du développement soutenable en créant des inégalités, des pressions inflationnistes, en favorisant la corruption ou la conflictualité ou en reposant sur la non-reproduction des écosystèmes et des ressources non renouvelables. Ce débat entre économiste et géographe mérite d'être poursuivi. Il éclaire la richesse des questions soulevées par Georges Courade et dans la très grande majorité des cas sur la pertinence de ses réponses.

Philippe Hugon
Université Paris 10

Réponse

Je remercie Dominique Gentil et Philippe Hugon pour leur lecture attentive et stimulante des *Afriques au défi du XXI^e siècle*. Cet essai, dans la continuité du livre *L'Afrique des idées reçues* publié en 2006 (dont l'actualisation est en cours), se proposait de donner à voir de manière synthétique à un grand public cultivé francophone ce que devient le sous-continent subsaharien après la fin de la guerre froide et les cures d'ajustement structurel dans un contexte de rééquilibrage Sud/Nord. À un moment où l'on croit discerner un « continent d'avenir⁴ » sur la foi de taux de croissance relativement élevés d'une décennie et de l'intérêt que lui portent les puissances émergentes et sans passé colonial. Pour éviter le langage formaté des

4 Titre d'un rapport sénatorial de 2013.

Analyses bibliographiques

acteurs du monde du développement ou les généralisations rapides avancées dans certains milieux médiatiques, je suis parti d'observations multiples de terrain pour montrer ce qu'il y avait à retenir des interprétations proposées du devenir subsaharien qui alimentent l'optimisme des agences d'aide mais incitent aussi les investisseurs à placer leur épargne dans les bourses africaines et à acquérir des terres de manière massive. Cet angle d'attaque et cette manière de faire m'ont conduit à proposer un ouvrage kaléidoscopique, n'évitant pas toujours les redites pour tracer un plan plus raisonné que raisonnable. Certaines remarques formelles de mes deux lecteurs résultent de ces options que j'assume. Si je ne me suis pas enfermé trop étroitement dans la géographie dans sa version « tropicale » à laquelle j'ai été rattaché, je n'ai pas cherché à faire un « state of the arts » au sens classique du terme. Aussi, certaines références ou manuels peuvent manquer...

Le titre de l'ouvrage au pluriel marque ma volonté de montrer non pas l'immense richesse du continent africain – qu'il faut avoir constamment à l'esprit – mais la diversité des trajectoires à venir d'un sous-continent subsaharien marqué par une histoire chaotique et violente de manière fondamentalement différente de celle du Maghreb et du Machreb (pp. 12-13 : « L'invention de l'Afrique subsaharienne »). Bref, pour définir les limites de mes Afriques, j'ai fait de la géohistoire. Enfin, les nombreux déterminants des scénarios prospectifs subsahariens à venir ne me paraissaient pas suffisamment solides pour étayer fermement une typologie tant les éléments du puzzle géopolitique restent très malléables et fluctuants tout en se révélant interprétables de manière ambivalente. Je n'ai pas cédé non plus à une présentation régio-

nale – nécessairement statique – des territoires subsahariens, préférant esquisser une approche dynamique des évolutions géopolitiques, conscient aussi que d'excellents manuels ont rappelé les structures géographiques de base de ces régions (Géographie universelle RECLUS et récentes géographies de l'Afrique). Comme le rappelle fort justement Philippe Hugon, les modalités de calcul du Produit intérieur brut (PIB) en Afrique ont fait l'objet d'interrogations sur leur construction bien avant les travaux de Jerven. On a vu le Nigeria (qui a toujours eu du mal à compter sa population ou à évaluer sa production vivrière) coiffer au poteau l'Afrique du Sud en mars 2014 suite à une révision technocratique de ce calcul, sans grand débat académique sur le continent. Le PIB recalculé aurait enregistré en une journée un bond de 95 % à 510 milliards de dollars US contre 384 pour l'Afrique du Sud⁵. C'est que les estimations de la production nationale peuvent changer en fonction de l'année de base et de la structure économique prise en compte. Pour autant, 64 % des Nigériens vivent encore avec moins d'un dollar US par jour ! D'autres chiffres mériteraient déconstruction aussi comme les disponibilités en terres cultivables tant « de nombreuses statistiques sont construites pour les besoins de la cause » (Philippe Hugon).

La répartition de la population mérite attention suite à une très forte croissance démographique qui relève du rattrapage après plusieurs siècles de stagnation et de dépeuplement. Ce que l'on appelle la « transition démographique » (diminution de la fécondité suite à celle de la mortalité) supposée enclenchée ne s'y réalise pas avec la même rapidité en Afrique francophone et anglophone. Elle se fait dans le cadre contraint de limites étatiques pensées en Europe à la fin du XIX^e siècle ne tenant pas compte

⁵ Selon l'AFP. La part des services (télécoms) et de l'industrie a augmenté au détriment de l'agriculture et du pétrole. Nollywood (l'industrie cinématographique nigérienne) a été pris en compte. Cela devrait augmenter l'attraction subsaharienne pour les investisseurs.

Analyses bibliographiques

des potentialités naturelles, si bien que l'on est en droit de s'inquiéter du sort de populations rurales pratiquant une agriculture manuelle de subsistance peu artificialisée. Cette expansion démographique se réalise dans un contexte géopolitique défavorable : pas de débouchés migratoires massifs suite aux fermetures des frontières africaines et européennes liées à l'instauration de préférences nationales ou communautaires (autochtonie), accumulation de population dans des régions (Nigeria oriental), des territoires nationaux étriqués (Rwanda, Burundi) ou dans des pays aux terres arables cultivables, estimées très faibles dans les zones arides (Niger). Ces dernières estimations restent très discutées. S'il est avancé que l'Afrique subsaharienne dispose des plus vastes réserves de terres (FAO, INRA-CIRAD, IFPRI), ce qui justifie l'accaparement foncier massif auquel on assiste, on parle ailleurs de surpeuplement quand la densité moyenne générale atteint 40 habitants au km², car des processus inéluctables de dégradation des terres (latéritisation, désertification, etc.) seraient à l'œuvre un peu partout. Des « plaidoyers » sont donc lancés pour agir sur la fécondité, sujet difficile s'il en est. Les géographes ruralistes ont longtemps mis le concept de densité au cœur de leur raisonnement sur les rapports hommes/milieu, mais l'objet de leur travail a été remis en cause par l'urbanisation, si bien que les notions de sous-peuplement ou de surpeuplement utilisées en Afrique centrale ont été relativisées comme l'ont été les thèses d'Esther Boserup sur les mécanismes d'intensification agricole traditionnelle – liées à une augmentation de la densité du peuplement... L'inertie démographique actuelle ne pouvant se résoudre vite, trois voies restent ouvertes pour redistribuer cette population plus nombreuse : une urbanisation beaucoup plus poussée, la création d'activités non agricoles et une meilleure intégration des territoires par-delà les frontières actuelles. Trois raisons politiques rendent

cependant la question critique. La xénophobie et sa manipulation politicienne se manifestent dans les régions d'accueil (comme en Côte d'Ivoire et au Kenya, au Nigeria ou en République démocratique du Congo). Les réformes foncières consacrent un droit de propriété qui n'est pas dans les pratiques et une colonisation foncière ancienne (de peuplement) ou récente (d'accaparement) met en place un « développement séparé » au nom de la modernisation d'une agriculture familiale, toujours décrite comme « archaïque » (Afrique australe, Éthiopie, pays laissant faire l'accaparement foncier). On oublie trop que la population rurale subsaharienne va continuer à croître d'ici 2050 et que l'agriculture familiale va encore se développer.

Qu'en est-il du décollage économique de l'Afrique suscitant l'optimisme actuel ? Philippe Hugon a raison de rappeler qu'une « petite » prospérité a touché certaines catégories de population subsaharienne dont le niveau de vie avait régressé dans nombre de pays. La notion de « classes moyennes » mériterait évidemment une analyse pluridimensionnelle pour voir de quoi elles sont porteuses, si elles ont une certaine cohérence sociale, voire politique. L'ouvrage fait état des signaux d'une croissance économique revenue et évalue leur fiabilité et leur visibilité au niveau des familles. Je partage l'analyse proposée sur les ingrédients de cette croissance, mais je ne suis pas sûr de sa durée ni de son extension, tant les défis non économiques à relever me paraissent considérables. J'aurais dû prendre des exemples comme l'Angola pour donner à voir la signification réelle d'un taux de croissance économique élevé, comme le suggère Dominique Gentil. Dans ce pays, la stabilisation macroéconomique a permis de réduire l'inflation de 70 % à 13 %, d'accumuler des réserves (18 milliards de dollars US) et de maîtriser la dette extérieure (13 % du PIB). Classé à revenu intermédiaire, le pays doit encore se diversifier et réduire sa

Analyses bibliographiques

dépendance à l'égard du pétrole qui représente environ 80 % des recettes publiques et 95 % des exportations du pays. Après vingt-sept ans de guerre civile achevée en 2002, le développement reste entravé par le mauvais état des infrastructures, une administration peu efficace et une corruption de grande ampleur. La vitrine de cette croissance, c'est Luanda, la ville la plus chère du monde, ce sont les investissements au Portugal des proches du régime, l'arrivée d'ingénieurs portugais et c'est une armée bien équipée qui en impose alors que 23 % de la population est malnutrie et 36 % (58 % des ruraux) environ vit en deçà du seuil de pauvreté. 4 % du budget public est alloué à la santé et 9 % à l'éducation quand le taux de croissance 2014 s'affiche à 8 % selon le FMI. C'est dire s'il y a à faire dans le social. Inégalités et distorsions en tous genres traquent encore l'empreinte du pétrole-roi

dans un régime néopatrimonial. Une dynamique positive qui ne se résume pas à la croissance économique fait bouger l'Afrique subsaharienne à l'heure actuelle où des problématiques difficiles sont à affronter. Défi politique d'abord : les pays doivent recouvrer l'intégralité de leur pouvoir de décision et un contrat social élaboré par la délibération doit pouvoir lier populations et gouvernants. Défi sociétal et culturel : tous les porteurs de changement (qui ne se résument pas à une mythique société civile) ne peuvent tracer un chemin que s'ils s'autoalimentent par des utopies, des projets et des réalisations sans être bloqués par des peurs et des embrigadements, des manipulations et des contrôles. Même dans une Afrique du Sud trop vite présentée comme un modèle.

Georges Courade
Orstom/IRD